



"La Vérité" sera vendue dans toute la France

Où l'habite, personne ne vend la Vérité. Où peut-on la trouver? Je ne suis pas en contact avec des militants du P.C.I., comment me procurer votre journal...

périalisme sur un terrain révolutionnaire en dehors de la tutelle des bureaux de Moscou est un facteur décisif pour le regroupement dans ce pays d'une large avant-garde révolutionnaire.

Et aujourd'hui, un nouveau pas est franchi. Les camarades qui ne sont pas touchés par nos vendeurs, ceux qui sont isolés en province, ceux qui sans contact permanent avec le Parti veulent cependant connaître notre politique, tous pourront désormais trouver votre journal chez les dépositaires de journaux...

Aussi vous joindrez votre effort à celui de nos militants. Le fonds de 250.000 francs doit être rassemblé pour le 10 octobre. Envoyez immédiatement votre part.

C'est vous qui êtes dispersés aux quatre coins de la France, qui pourriez le plus facilement nous indiquer où il serait le plus intéressant que le journal soit en vente. Faites-nous parvenir vos renseignements pour le 15 octobre au plus tard.

« La Vérité » est un grand pas en avant dans la lutte pour un communisme révolutionnaire indépendant. Seule l'Italie conjuguée de tous nos militants et de tous nos sympathisants peut permettre de le franchir.

LA VERITE.

SOUSCRIPTIONS

Gauric, 2.000 fr.; Gallet (Eure-et-Loire), 200; Gauthier, Marseille, 2.000; G. B., Paris, 200; J. R. 13\*, 500; Vassach, Paris, 300; Dième, 100; XXX, 100; Liste cellule instituteurs, 1.250; versé par les membres de la cellule, 2.000; Jeanine M., 3.000; Jacques, Puteaux, 4.000; Peyraud, 1.000; Reynaud, Paris, 2.000; Saigon, 1.500; Mégnier, 600; Cellule Lyon, 800; C. Mayer, 740. — TOTAL: 31.340 francs.

AMIS DE LA VERITE
Benezet, 1.500; Minat, 1.500; J. Martin, 300. — TOTAL: 3.300 francs.
Total général: 34.640
Total précédent (pour 1950): 166.820
Total à ce jour: 201.460

Unis dans l'action, travailleurs français et algériens imposeront la parution de "l'Algérie Libre"

Nous avons en toute occasion stigmatisé ici les attaques du gouvernement colonialiste français contre la presse indépendante algérienne tant en France qu'en Algérie. On se souvient des arrestations fréquentes et répétées de vendeurs de l'Algérie Libre, l'organe du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques dirigé par Messali Hadj.

Dernièrement, cédant devant le Gouvernement qui n'ose pas décider ouvertement la saisie du journal, l'Entreprise Nationale de Presse de la rue Réaumur mettait celui-ci dans l'impossibilité de paraître au mépris d'engagements régulièrement pris.

Les Algériens ont manifesté et occupé la rue. Ils ont subi l'assaut de la police, comme l'a prouvé par la suite le procès d'un des manifestants qui, âgé de 65 ans, était accusé

d'avoir rossé deux jeunes filles de 25 à 30 ans. L'assaut après le magnifique défilé de 15.000 Nord-Africains, le 1er mai dernier, ces manifestations traduisent la volonté des travailleurs nord-africains de défendre leurs droits à la liberté d'expression indispensable dans leur lutte pour l'indépendance totale de leur pays.

Quel avertissement pour la bourgeoisie, mais aussi quel appel pour le prolétariat français!

En effet, en défendant leurs droits de presse, c'est celui de tout le mouvement ouvrier que les travailleurs nord-africains défendent. Et cela au moment où le gouvernement prend les premières lois d'exception et les mesures policières destinées à réduire, voire à supprimer les libertés ouvrières.

C'est le devoir et l'intérêt du mouvement ouvrier français que de se joindre à l'action des travailleurs nord-africains. Quelle envergure celle-ci n'aurait-elle pas si les organisations ouvrières françaises se joignaient au M.T.L.D. et par les mêmes méthodes, pour dire halte à l'offensive politique antiouvrière du gouvernement.

Et quelles répercussions cela n'aurait-il pas sur ces militants algériens rendus méfiant à l'égard du mouvement ouvrier français par les trahisons successives des directions ouvrières à leur égard. Que l'on se souvienne des nombreuses actions gouvernementales contre l'Elite Nord-Africaine, de Messali Hadj, entre 1925 et 1936 avec la complicité de la S.F.I.O. qui alors pratiquait le « soutien ». Puis en 1937, Blum, alors au pouvoir, soutenu par le P.C.F., dissoudra cette organisation et met-

tra en prison son leader — Messali Hadj sur ses trahisons qu'en 1946. Et en mai 1945, sont les suppres du gouvernement de « Libération Nationale », des milliers de victimes tombent à Sétif et dans toute l'Algérie.

Les travailleurs français montreront à leurs camarades nord-africains, qu'ils ne sont pas responsables de telles trahisons.

Ils le feront en soutenant toutes les actions des Nord-Africains et du M.T.L.D. dans leur lutte pour la défense de leurs libertés et de leur presse.

Ils exigeront des dirigeants des centrales syndicales et des grands partis ouvriers qu'ils sortent de leur inaction ou de leurs platoniques protestations.

Pour une telle action, le Front unique de la base au sommet doit pouvoir se réaliser entre tous les partis ouvriers, entre toutes les tendances syndicales, entre tous les travailleurs, quelle que soit leur appartenance politique.

Fidèle à la tradition révolutionnaire, le P.C.I. est aujourd'hui ouvertement et fermement pour le soutien du peuple algérien et pour la réalisation d'un véritable Front unique d'action entre toutes les tendances du mouvement ouvrier.

Seus militants et ses sympathisants sont et seront dans les entreprises et les universités à l'avant-garde de ce combat. Ils se feront un devoir de faire remplir par le maximum de travailleurs les listes de pétitions exigeant la parution de l'Algérie Libre et la cessation de toute répression policière contre les travailleurs nord-africains.

Ouvrages sur la Yougoslavie
TITO: Rapport au V° Congrès du P.C.Y. .... 70
— Sur le nationalisme et l'internationalisme. .... 30
— Discours au III° Congrès du Front Populaire. .... 40
KARDELJ: La politique extérieure de la Yougoslavie. .... 40
— De la démocratie populaire en Yougoslavie. .... 60
DJILAS: Le travail d'agitation et de propagande. .... 50
— Lénine et les rapports entre Etats socialistes. .... 60
PIJADE: Les questions litigieuses. .... 25
KIDRITCH: L'édification de l'économie socialiste en Yougoslavie. .... 50
B. ZIEHLER: Le communisme et la patrie. .... 30
BEHLER: Ce qu'on fait au nom de l'O.N.U. en Grèce. .... 20
K. POPOVITCH: Révision du marxisme-léninisme (au sujet de la guerre en Yougoslavie). .... 30
M. POPOVITCH: Les rapports économiques entre pays socialistes. .... 50
VOUKMANOVITCH: Le parti communiste de Grèce. .... 25
— Ce que révèle le procès Rajk .... 20

LE SCANDALE D'ARRAS Régime de corruption et de gangstérisme

Après avoir mené grand bruit autour de l'assassinat du percepteur Voast, la presse, dans son ensemble, ne parle plus guère du « scandale d'Arras ». Pas plus, d'ailleurs, qu'elle ne parle de l'affaire Pezot, défilé, défilé, défilé, comme si tout ce qui se passe n'était que le prétexte à la nomination d'une Commission d'enquête parlementaire.

A l'origine de cette affaire, un vol de 100 millions de Bons du Trésor, qui aboutit finalement à l'inculpation du député R.P.F. de Rezy et à celle de Dordain, lui-même ancien député R.P.F. On ne trouvera, au dossier qu'après près d'un an de recherches et après dix laborieuses tractations policières sur lesquelles le Ministère de l'Intérieur a, bien entendu, observé la discrétion la plus absolue. Pour le compte de qui l'opération a-t-elle été faite? Que sont devenus les 100 millions? Quelles promesses a-t-on faites à Dordain pour obtenir sa reddition? Autant de points qui ne seront pas éclaircis, malgré les promesses traditionnelles de faire « toute la lumière ».

C'est ensuite l'assassinat du percepteur Voast qui peut, à l'origine, passer pour une affaire banale, mais dont il apparaît bien vite que ce n'est pas sans liaison avec le vol des Bons du Trésor. A partir de ce moment, le vaudeville se mêle au roman policier.

Un gendarme, dans des conditions au moins bizarres, obtient les aveux d'un inspecteur de police, aveux qui auraient été enterrés.

L'inspecteur en exercice, Dupril, chargé de mener l'enquête sur l'assassinat du percepteur, est à son tour inculpé, en même temps que le propriétaire d'un café et d'un marchand de bestiaux qui, l'un et l'autre, se trouvent, depuis plusieurs années, aux affaires louches trafics.

Le juge d'instruction chargé de l'affaire des Bons d'Arras bondit, un dimanche après-midi, d'un premier étage pour faire, publiquement, une déclaration qui met en cause de « hautes personnalités » dont on ne reparlera plus. Lequel juge d'instruction est immédiatement kidnappé par la police, enfermé, d'abord, dans un asile d'aliénés, puis mis au secret en son palais.

Le Conseil des ministres s'émeut, en même temps que l'opinion publique. L'enquête est suspendue, on obtient de nouveaux aveux de l'inspecteur Dupril qui, soit dit en passant et bien qu'inculpé, n'avait été suspendu de ses fonctions qu'avec dédain.

Il y aura vraisemblablement pas de Commission d'enquête sur le scandale d'Arras: on peut toutefois être assuré que ceux qui en attendaient des rebondissement sensationnels seront déçus et que les inculpés s'en tirent, finalement, à bon compte.

Il n'en reste pas moins que cette affaire, venant après le « scandale des pétitions », est une assez belle illustration de la periclitité capitaliste. On peut toujours, quand il s'agit de quelque pauvre bougre, invoquer la nécessité du respect de la loi. Et les ministres bourgeois peuvent toujours, dans une belle envolée d'éloquence dominicale, parler de l'égalité des sacrifices et multiplier les vertueuses déclarations. Il n'en reste pas moins que le haut personnel politique et policier de la IV° République — comme celui de la III° — n'a, en matière de corruption et de gangstérisme, de leçon à recevoir de personne.

Avant-hier, le scandale du vin Hier, Revers et Mast. Aujourd'hui, le scandale d'Arras et la famille du député R.P.F. Raoul-Labarut, après les R.P.F. Dordain et de Rezy. La série continue, pendant qu'à Tintur du commissaire de police de Saint-Coud, organisateur du vol de voitures, l'autour

« agents de la force publique » se font, au bois de Boulogne, la main sur les passants attardés!

Ce serait évidemment une duperie d'attendre de la bourgeoisie ou de la magistrature à ses ordres qu'elle mette fin à la corruption dont elle est le bénéficiaire. C'est au prolétariat à donner le coup de balai qui renversera le régime pour en même temps qu'il fera cesser la monstrueuse exploitation capitaliste.

Le prochain numéro de "La Vérité" paraîtra le 20 OCTOBRE 1950

Vous pourrez y lire entre autres: — la signification du Congrès du parti travailliste anglais. — les travaux du Comité Central du P.C.I.

PERMANENCES DU PARTI

PARIS
La permanence se tient le jeudi de 17 h. à 19 h. et le samedi de 16 h. à 19 h. 19, rue Daguerre, Paris (14°) (au fond de la cour). Tél.: Suf. 62-31.

CLERMONT-FERRAND
Adresseur correspondance à Gérard Bloch, 72, boulevard Gambetta, à Chamalières (Puy-de-Dôme).

BREST
Jean Leostic, Isat, 12, Petit-Paris.

QUIMPER
Ecrire à Yvonne Cariou, 30, rue Jules-Nuel, Quimper.

NANTES
La Vérité est vendue le dimanche matin au marché du Bouffay.

HELLEMMES
Victors, 33, rue Dordain, tous les jours de 19 heures à 20 h. 30.

MONTPELLIER
S'adresser ou écrire à Poupard, 14, rue du Four-Saint-Eloy, Montpellier.

TARASCON-BEAUCARRE
3, rue du Docteur-Barbier (Tarascon).

LYON
Café du Dauphin, tous les samedis, de 16 heures à 18 heures, 3, cours Gambetta.

SAINT-ETIENNE
Maurice Laurent, café Besnet, place du Peuple.

« LA VERITE » ne se trouve pas dans tous les kiosques. Si tu veux être assuré de la lire régulièrement...
CAMARADE, ABONNE-TOI!
PRIX DE L'ABONNEMENT
1 an (24 num.): France 200 fr.
1 an Colonies, par avion:
Afrique du Nord ... 300 fr.
A. O. F. ... 440 fr.
Indochine ... 680 fr.
1 an Etranger ... 350 fr.

Le Gérant: JULIA
Imp. Spéc. de "LA VERITE"

LA IV° INTERNATIONALE VIT ET LUTTE

CEYLAN

Le 4 juin s'est tenu en Ceylan, la conférence d'unité des deux mouvements trotskystes ceylanais: le Lanka Sama Samaja Party et le Bolshevik Samasamaja Party. Les deux organisations se sont unifiées en un seul parti qui s'appellera le Lanka Sama Samaja Party.

La conférence a ensuite procédé à l'élection du Comité Central.

Manifestation des Jeunesses

Le 9 juillet s'est tenue à Colombo une Conférence nationale des Jeunesses du Samasamaja Party. 1.500 délégués y représentaient 110 organisations. La Conférence a adopté plusieurs résolutions. Dans l'après-midi du 9, une manifestation et un meeting de masse furent tenus par les Jeunesses.

Voici les résolutions adoptées par la Conférence:

1° La présente Conférence nationale des Jeunesses Samasamaja salue l'unification des deux partis trotskystes de Ceylan comme un très important pas en avant dans la lutte révolutionnaire des masses pour le socialisme. Elle regrette qu'un certain parti des camarades ait refusé de participer à cette unification, et fait appel à eux pour qu'ils rejoignent le Parti.

2° La Conférence salue la victorieuse révolution prolétarienne des masses travailleuses de Yougoslavie et se solidarise avec elles dans leurs luttes pour défendre et développer l'Etat ouvrier qu'elles ont créé, ainsi que leur lutte contre la domination de l'impérialisme anglo-américain d'une part, et de la bureaucratie soviétique d'autre part. La Conférence salue aussi les mesures prises par le P.C.Y. qui se trouve à la tête de cet Etat pour introduire une véritable démocratie ouvrière et en particulier pour mettre en pratique l'internationalisme révolutionnaire qui a caractérisé l'Etat ouvrier sans temps

de Lénine et Trotsky. Face au complet abandon de cet internationalisme par la bureaucratie stalinienne de l'Union Soviétique, les nombreux signes de ce renouveau par le jeune Etat ouvrier de Yougoslavie seront un stimulant pour la classe ouvrière dans le monde entier.

3° La Conférence condamne l'intervention militaire des impérialistes américains en Corée, qui a pour but de soutenir le régime complètement réactionnaire de leur fauché Syngman Rhee. En même temps, elle reconçoit que la lutte armée actuelle est la conséquence directe de la vivification de la Corée et du refus de son indépendance par les impérialistes anglo-américains et la bureaucratie soviétique agissant conjointement en 1945.

La Conférence fait appel aux masses de la Corée du Nord et du Sud pour marcher à la main dans la main et lutter unies pour chasser les envahisseurs de leur pays et établir un gouvernement ouvrier et paysan qui seul peut assurer l'unification et une véritable indépendance de la Corée.

Le meeting de masses a adopté les résolutions 2 et 3 ci-dessus ainsi que la résolution suivante:

Ce meeting, convoqué par les Jeunesses Samasamaja, souligne la faillite du gouvernement qui n'a pas pu résoudre même un seul problème des masses travailleuses, et en particulier son dédain complet de l'économie croissante, de la montée du coût de la vie, de la crise du logement, et sa négligence des services d'éducation et de santé.

Le meeting fait appel aux ouvriers et paysans de Ceylan pour qu'ils se rassemblent autour du L.S.S.P. et se préparent à la lutte décisive pour renverser le gouvernement.

Il leur demande comme première mesure de s'organiser dans la Jeunesse Samasamaja, ainsi que dans les grandes organisations de combat des masses: syndicats, associations de paysans, etc.

ARGENTINE

Du 16 au 19 juin s'est tenue à Buenos Ayres la 2° Conférence du Groupe Communiste International. Elle s'est déroulée dans un grand enthousiasme, et a approuvé:

— le rapport du Comité Central portant sur la lutte pour construire un groupe politiquement homogène, solidement basé

programme de la IV° Internationale et lié au prolétariat;

La Conférence a approuvé une résolution sur « la situation nationale et les perspectives », qui a établi la politique, la stratégie et la tactique du groupe pour la prochaine période. Cette résolution souligne « les perspectives des mouvements de masse

et d'une action réactionnaire de la part du gouvernement, mais celui-ci ne pourra empêcher le mouvement des masses ». Devant ces perspectives, ajoute la résolution, nous pouvons jouer un rôle important dans la formation de nouveau cadet, élargir notre influence et notre expérience, nous orienter vers la conquête des couches avancées du prolétariat et des ouvriers qui se détachent du petit-bourgeois, afin de les attirer à l'influence des stalinien.

La Conférence a approuvé un rapport sur « la situation internationale, la crise du capitalisme et du stalinisme et sur la Révolution yougoslave ». Ces deux phénomènes, a constaté la Conférence, ont donné un coup de frein à la marche vers la guerre et ont créé de grandes possibilités pour le développement de notre Internationale.

La Conférence a envoyé un salut révolutionnaire à l'adresse des masses yougoslaves et du P.C.Y. en leur exprimant « sa solidarité et son soutien de la révolution triomphante en Yougoslavie ».

Elle a élu un nouveau Comité Central, saisi la parution de « Bandiera Rossa », organe des trotskystes italiens, ainsi que la formation du Parti Socialiste Révolutionnaire, organisation trotskyste suédoise. Elle a adressé son salut à toutes les sections de l'Internationale, au Secrétariat International, aux militants trotskystes grecs qui sont dans les camps de concentration, aux camarades bolchéviques emprisonnés et exilés, et aux militants ouvriers Hippe et Hesse aux mains du Géprou. La Conférence a chargé le Comité Central de poursuivre avec l'Internationale une campagne pour la libération de ces deux camarades, ainsi que de tous les militants ouvriers emprisonnés par n'importe quel régime.

Elle a entendu un rapport du Comité Central portant sur la lutte et l'expérience du mouvement trotskyste en Amérique Latine.

La Conférence terminera ses travaux aux chants de « l'Internationale » et du « Drapeau Rouge ».

ITALIE

Le 2° Congrès des Groupes Communistes Révolutionnaires d'Italie s'est tenu du 29 juillet au 2 août. Les délégués des Groupes de Rome, Naples, Venise, Milan, Turin, Gênes, Sassari (Sardaigne), Palerme, Pérouse, participèrent aux travaux. Le groupe de Trieste s'était excusé pour des raisons de force majeure.

Le Congrès discutait un rapport d'organisation, un rapport politique et un rapport syndical, la question yougoslave, la situation agraire en Italie. Des statuts furent adoptés. Le Congrès a élu le Comité Central et la Commission de contrôle.

# UN NOUVEAU PARTI COMMUNISTE EN ALLEMAGNE

LES « 3 », les « 12 » discutent à l'aprem sur le réarmement de l'Allemagne. Pour arrêter la progression de l'impérialisme allemand, on a fait la guerre « contre le Kaiser ». Quelques années après, on a lutté contre le bolchevisme, les vainqueurs ont réarmé l'Allemagne. Et quelques années après, on a fait la guerre « contre Hitler ». Réarmer aujourd'hui l'Allemagne, quelques années après avoir rêvé de faire d'elle par le plan Morgenthau une nation de paysans courbés sur la glèbe, c'est permettre à ce pays de lutter avec tout son potentiel économique dans le monde capitaliste. Les Etats-Unis, forts de leur supériorité écrasante, n'y voient aucun inconvénient. La Grande-Bretagne, qui a été vaincu par le plan devant l'Amérique, craint le renouveau du capitalisme allemand. Quant à l'impérialisme français, il se cramponne contre une décision qui l'enfoncerait encore davantage.

Mais les capitalistes n'ont pas le choix. Leur régime ne peut comporter de solution harmonieuse. D'une façon ou d'une autre, ils se sont trouvés obligés, depuis la fin de la guerre, de permettre au capitalisme allemand, vaincu militairement, de remettre en route son économie. Les obstacles tombent l'un après l'autre. Cette situation a toutefois d'autres conséquences que celles recherchées par les impérialistes: elle entraîne de grands changements dans la classe ouvrière allemande.

Les mieux organisés et les plus éduqués des classes ouvrières avant 1933, la classe ouvrière allemande avait été livrée sans combat par ses directions social-démocrate et stalinienne au joug nazi. A la fin de la guerre, à l'écroulement du régime hitlérien, elle se trouve toujours désorganisée et désorientée. Le marché noir, le troc qui révisaient alors, encouragés par le débrouillage individuel. Qui pouvait alors songer à une action de classe? La réforme monétaire et la remise en route de la production recréèrent des rapports de classe « normaux » en régime capitaliste. Et peu à peu la classe ouvrière allemande eut conscience de l'action de classe. Dans les tout derniers mois, cela s'est manifesté sous la forme de grèves auxquelles ont participé des centaines de milliers de travailleurs dont la plupart, entrés dans la production sous le régime nazi, n'avaient pas encore été menés de grandes luttes de ce genre.

Cette période de réanimation des luttes économiques s'accompagne d'un important événement sur le plan politique: la préparation d'un parti

ouvrier se revendiquant du léninisme et indépendant de Moscou.

Le P.C. allemand a connu dans la période où se réveillait le prolétariat allemand, une crise sans précédent, assailli par un effrètement qualitatif. Des centaines et même des milliers de membres qui avaient accepté tous les tournants depuis 1933, dans l'illégalité et les camps de concentration, se rébellèrent contre une politique d'alliance avec les anciens patrons et exclusions ne cessent de pleuvoir dans le P.C. allemand. Ayané est le parti le plus important de l'P.C. après le parti russe, il tend à se réduire à un appareil coupé des masses.

A la suite d'élections qui ont, au printemps dernier, enregistré un lourd échec au parlement allemand dans les centres ouvriers les plus importants, un certain nombre d'anciens cadres dirigeants de ce parti — entre autres J. Schappé, ex-rédacteur en chef adjoint de l'organe central; G. Fischer, ex-membre du secrétariat pour la Bavière; Latke, secrétaire à Kiel et député au Reichstag avant 1933 — ont regroupé dans une conférence des militants liés à la classe ouvrière. Cette conférence a décidé de lancer un organe, Freie Tribüne, qui servirait à préparer l'organisation d'un parti ouvrier indépendant (U.A.P.). Une Commission a été nommée pour diriger ce travail sur la base d'une déclaration qui se base sur le léninisme.

Tous les militants révolutionnaires dans le monde ne peuvent que saluer et encourager cette initiative qui peut avoir des conséquences dépassant le cadre du mouvement ouvrier allemand. Freie Tribüne paraît depuis bientôt trois mois à Dusseldorf, dans la Ruhr, et a rencontré un large écho dans l'avant-garde prolétarienne allemande. Le journal a pris une position de classe précise sur les problèmes essentiels de la politique allemande. Il a ouvert une tribune de discussion sur les questions programmatiques. Autour de lui se sont déjà regroupés des militants communistes et aussi des militants issus de la social-démocratie.

Ainsi en Allemagne, la crise du stalinisme a abouti pour la première fois à un effort de regroupement pour la création d'un parti de masse, basé sur un programme léniniste. « La classe ouvrière allemande se relèvera, le stalinisme jamais », écrit Trotsky au lendemain de l'arrivée d'Hitler au pouvoir. La classe ouvrière allemande qui plus que tout autre a souffert de la trahison des vieilles directions, reprend sa marche en avant. Elle se réarme. Elle se forge une nouvelle direction. Elle reprendra sa place à l'avant-garde de la lutte pour le socialisme.

P. FRANK.

## De notre correspondant New-Yorkais, Charles Hanley Démocrates et Républicains rivalisent dans l'hystérie anti-communiste

New-York, le 22 sept. 1950. LES élections législatives de novembre 1950 aux Etats-Unis se feront sous le signe du conflit en Extrême-Orient, de la tension internationale et d'un régime de plus en plus anticonstitutionnel à l'intérieur, d'une hystérie accrue de la bourgeoisie. Les deux grands partis bourgeois rivalisent dans l'anticommunisme à qui mieux mieux, ayant tous deux voté une loi prévoyant l'internement de tous les communistes en temps de guerre et leur enrégimentement immédiat. Les républicains accusent Acheson de ne pas être assez anticommuniste, et les démocrates accusent l'anticommunisme républicain Taft de faire involontairement le jeu de Moscou...

Les démocrates prétendent toujours qu'ils sont en train de créer un « Welfare State » (Etat du bien-être général). Mais la réalité du régime Truman est très différente de cette démagogie: taxes et impôts relativement plus élevés pour les travailleurs que pour les capitalistes, réarmement gigantesque, hausse du coût de la vie (de 15 % depuis la fin du mois de juin 1950), profits records pour les industriels, « chasse aux sorcières » et l'Etat policier comportant l'abolition d'importantes libertés et droits garantis par la Constitution. Un bilan qui démontre clairement le vrai caractère du parti démocrate: parti capitaliste autant que le parti républicain.

Les républicains, eux, accusent le « Welfare State » des démocrates de tendances socialistes (!). Ils se proposent d'établir une espèce de « Welfare State » à frais réduits, mais, croient-ils, servirait mieux la bourgeoisie. La plupart des bureaucraties syndicales soutiennent des politiciens bourgeois « libéraux » (?) opposés à la loi anti-ouvrière Taft-Hartley. Or, ce n'est pas par hasard que plusieurs candidats « libéraux » du parti démocrate ont été éliminés et remplacés par des réactionnaires, dans le sud notamment: bientôt, les bonzes du P.A.F. et de la C.I.O. ne trouveront plus beaucoup de politiciens bourgeois « libéraux » actifs.

Le « parti progressiste », fondé

par Henry Wallace en 1948, essaie de continuer sans Wallace, qui a démissionné de cette organisation parce qu'il appuie l'intervention américaine en Corée (se trouvant ainsi dans le camp de sa classe). Le « parti progressiste » n'est plus qu'une ligue stalinienne à peine camouflée et dont la débâcle s'accroît chaque semaine devant elle. Son rôle aux élections sera minime. La faillite de la « générale » tactique stalinienne de collaboration avec le « capitaliste progressiste » Wallace est évidente. Les réformistes renoncent de plus en plus à participer aux élections sous le prétexte de ne pas appuyer tacitement, dans différentes régions, des candidats bourgeois « libéraux » du parti démocrate. Cette politique désastreuse de Norman Thomas, leader réformiste, a provoqué dans le parti socialiste un malaise profond. C'est la tâche des candidats du Socialist Workers Party (trotskystes) de profiter de la campagne électorale pour expliquer que le « Welfare State » à la Truman n'a rien de commun avec le socialisme, pour expliquer ce que c'est que le socialisme; pour dénoncer l'intervention en Corée et toute la politique de l'impérialisme, ainsi que celle du Kremlin; pour soutenir comme toujours les ouvriers dans la défense de leur standard de vie menacé par l'inflation, et les appeler à la défense de leur Etat policier. (Sur le « Welfare State », le parti a d'ailleurs édité une excellente brochure du Cde Art Prots.)

Petit, mais enthousiaste et bien organisé, le S.W.P. participera aux élections sous ses propres couleurs dans les centres ouvriers les plus importants, et ceci en dépit des mesures illégales de répression que les autorités avaient prises (dans plusieurs arrondissements de l'Etat de New-York, par exemple) pour le empêcher. Encouragés par l'accueil bienveillant que les ouvriers leur réservent en général, nos camarades répandent inlassablement les idées du socialisme — du vrai socialisme — luttant pour le réveil politique des masses américaines, contre le régime des millionnaires.

Charles HANLEY.

# Les bourgeois avouent leurs crimes

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)  
Corée du Nord, mais par les journalistes américains...

Le journaliste américain Mark Gayn, dans son ouvrage « Japan Day », a indiqué que, dès 1946, de grands mouvements révolutionnaires soulèvent des centaines de milliers et même des millions de Coréens furent écrasés par l'armée américaine avec l'aide de la police coréenne et des nerfs des organisations réactionnaires.

Ces mouvements déboulèrent à Tegu en 1946 par les grèves des tramways, du téléphone, des métrés, du textile et de l'électricité. Ces grèves furent suivies par d'énormes manifestations d'étudiants et par de multiples offensives des paysans pauvres et des médiateurs, contre les gros propriétaires fonciers et la police. Les emprisonnés, écrit Mark Gayn, subirent les plus horribles tortures.

Une autre rébellion eut lieu le 19 octobre 1948, lorsque le 14<sup>e</sup> Régiment se saisit d'un arsenal à Yeu.

A peine sortie de la tyrannie japonaise, la Corée du Sud a connu la poigne de celui qu'on a surnommé le « vieillard terrible ».

Du Monde du 18 juillet, nous extrayons: « Le régime de Syngman Rhee, Président de la République du Sud, était impopulaire auprès du peuple coréen parce que ce gouvernement avait refusé d'entreprendre la réforme agraire, de prendre des mesures pour lutter contre l'inflation et les bas salaires, et de modifier l'extrême brutalité de sa police », a déclaré au cours d'une conférence de presse le professeur M. Younjoon Kim, Président de l'Institut des Affaires coréennes de Washington. Cet Institut, a expliqué le conférencier, est subventionné par ses propres fonds et ceux de plusieurs coréens « de bonne volonté », établis aux Etats-Unis, qui n'ont aucune attache gouvernementale ni partisane coréenne.

## RETIREZ les troupes américaines de Corée...

James P. Cannon, Secrétaire du Socialist Workers Party (parti trotskyste des U.S.A.), a adressé, le 31 juillet, au Président et aux membres du Congrès des Etats-Unis, une lettre disant entre autre:

Messieurs,

Je suis en désaccord avec votre action en Corée et, en ma qualité de citoyen, je vous invite à vous retirer fondamentalement votre politique, comme suit:

Retirez les troupes américaines et laissez tranquille le peuple coréen.

J'expose en détail les raisons de cette revendication dans les paragraphes suivants. Mais avant de commencer mon argumentation, je vous prie, Messieurs, de me permettre de vous dire ce que je pense de vous. Vous êtes une bande de canailles. Vous êtes des bandes de genre bohémin, de laiszez-faire, de grossiereté et de brutalité. Vous me rendez honteux de mon pays que j'ai toujours aimé, et honteux de ma race que je croyais aussi bonne qu'une autre.

L'intervention américaine en Corée est une invasion impérialiste brutale, qui ni diffère en rien de la guerre des Français en Indochine, de celle des japonais en Indonésie. De jeunes Américains sont envoyés à 15.000 kilomètres pour tuer et se faire tuer non afin de libérer le peuple coréen, mais pour le vaincre et le subjuguier. C'est révoltant. C'est monstrueux.

La justice est du côté des Coréens

Dans cette invasion brutale, il n'y a pas la moindre préoccupation des désirs et des droits du peuple coréen. La tentative de soutien du régime de Syngman Rhee par la force armée est une partie du programme de Wall Street pour dominer et exploiter le monde entier. Votre guerre non déclarée, M. le Président, est une guerre d'asservissement. C'est ainsi que le peuple coréen a été traité, et il connaît les faits mieux que lui. Il a souffert la domination impérialiste et l'humiliation pendant un demi-siècle et il sait en reconnaître le visage, même s'il se couvre du drapeau des Nations Unies.

Dans cette lutte, la justice est tout entière du côté du peuple coréen. Comme les peuples coloniaux partout ailleurs en Asie, il ne veut pas de « libération » des Etats-Unis ou même de l'O.N.U. Il veut que les troupes américaines quittent la Corée. Il veut être libéré de toute domination étrangère. Il veut décider de son propre sort.

Le peuple américain se souvient bien de la guerre d'Indépendance qui a libéré cette nation de la tyrannie britannique. Dans l'esprit de cette tradition révolutionnaire et démocratique, je vous demande d'arrêter l'injuste guerre en Corée. Retirez toutes les forces armées américaines pour que le peuple coréen puisse être complètement libre de forger sa destinée par lui-même. C'est la motion que je soumets au Congrès.

## LE "TERRIBLE VIEILLARD" A L'ŒUVRE

Les atrocités commises par l'armée sud-coréenne sont rapportées par la presse américaine elle-même.

John Osborne, dans la revue américaine Life, écrit le 21 août: « Les soldats sud-coréens qui font les zones du front sont brutaux. Ils assaillent pour épargner le dérangement d'escorter les prisonniers à l'arrière. Ils tuent les civils simplement pour les écarter de leur chemin ou pour éviter les tracas de la foule. Ils obtiennent des informations (dont nos forces ont besoin et qu'ils exigent des interrogatoires sud-coréens) par des moyens si brutaux qu'ils ne peuvent être décrits. Trop souvent ils assaillent des prisonniers de guerre et des civils même qu'ils paissent donner les informations qu'ils ont besoin. »

La sauvagerie des troupes de l'O.N.U. n'a fait que croître au cours de ces dernières semaines. Pour avoir Séoul, Mac Arthur a

incendé cette ville aux bombes à phosphore.

Le retour à Séoul du commandement américain a eu évidemment pour conséquence immédiate le retour du sanguinaire Syngman Rhee. Les prisonniers, nous le verrons dans Le Monde du 30 septembre:

« Le Président Syngman Rhee a ensuite effectué une promenade triomphale à travers la ville pour recevoir l'hommage du peuple. A cette occasion, des forces spéciales de sécurité ont été disposées le long des principales artères et ont empêché à la ville sont strictement contrôlées. Des brigades de police sud-coréennes parcoururent les rues de Séoul, arrêtant les communistes et les suspects. Des centaines de personnes ont été arrêtées au cours de la nuit, et en attendant que les camions les emportent, on les fit s'asseoir sur la chaussée, les mains sur la tête. A plusieurs reprises, les fauconniers marins américains ont dû intervenir pour empêcher des exécutions sommaires. »

## LES NORD-CORÉENS ONT L'APPUI DES TRAVAILLEURS SUD-CORÉENS

Par contre, dans sa mise en accusation du gouvernement de la Corée du Nord, la bourgeoisie laisse échapper bien des aveux sur la volonté d'unité des Coréens avec la Corée du Nord.

Dans Le Monde des 6 et 7 août, Roger Lévy écrivait:

« Le 25 août 1948, la participation des électeurs au scrutin aurait atteint, dans le Nord, le chiffre de 99,97 % en faveur d'une liste unique et le général Kim Il Sung fut élu président. Ce scrutin eut lieu dans le Sud — à la barbe des Américains, si l'on ose dire — un référendum clandestin, pour lequel la participation des électeurs se serait élevée à 77,5 %.

« On marquait encore: 1<sup>o</sup> que la volonté d'unité y joue contre les Américains, 2<sup>o</sup> que les Américains ont été innumérables en Corée du Sud; 3<sup>o</sup> que les récentes preuves de bienveillance données

par les Américains aux Japonais ne sont pas pour plaire aux nationalistes coréens qui, qu'ils soient, se souviennent d'une occupation japonaise de quarante années; 4<sup>o</sup> que les Américains ont profité dans le sud des Russes aux Japonais, et les 5<sup>o</sup>, qu'ils ont renvoyés de Mandchourie, de Sibirie, confondant dans leur haine les Japonais, occupants d'hier, et les Américains, occupants d'aujourd'hui. »

Par ailleurs, le lieutenant-colonel Thomas Mac Clare, des Forces armées américaines de réserve, déclarait au Sydney Herald du 9 juillet:

« Les Coréens du Sud travaillent très patiemment durant le jour dans les récoltes. Mais la nuit, ils forment des bandes de malfaiteurs, volant des équipements, tuant autant d'Américains qu'ils peuvent. »

# LA COREE AUX COREENS

(Suite de la première page)

Russes ne veulent pas, à l'heure actuelle tout au moins, déclencher une guerre générale (Le Monde des 1<sup>er</sup> et 2 octobre). Et toujours dans le même numéro de ce journal, on précise: « Les Russes se sont systématiquement abstenus de fournir à leur satellite coréen les appareils qui lui auraient permis de jeter les Américains à la mer. »

« Un ancien Parti Communiste français qui demandait « pourquoi l'armée rouge n'intervenait pas en Corée », Jeanette Vermech, femme de Thorez, répondait: « Parce que l'U.R.S.S. ne veut pas de la guerre mondiale. (Humanité, 23 septembre). Gilles Martinet, homme, lui aussi, de cette catégorie, de la même école critique justifiée que les ouvriers stalinien doivent bien méditer: « Les défaits et les victoires du communisme international, écrit-il, sont acclamés en un temps de détachement total du bastion qu'ils ont constitué et consolidé au cours d'un tiers de siècle. Pour éviter à ce bastion des risques trop sérieux, ils se comportent parfois à l'égard de leurs alliés étrangers comme le feraient les chefs d'une puissance avancée à l'égard d'un détachement isolé et accablé » (L'Observateur, 28 septembre — souligné par nous).

Martinet ne dira pas, naturellement, que ce bastion que les chefs du Kremlin défendent, est en réalité la position sociale privilégiée de la bureaucratie soviétique et rien de plus.

Si la bureaucratie soviétique est en la théorie du bastion avant tout, c'est que si elle n'est pas le bastion, elle craint au moins autant les victorieux révolutionnaires et l'élargissement de la révolution mondiale qui échappera inévitablement à son contrôle. Si le Kremlin ne craignait pas l'extension de la révolution, il pourrait recourir aux puissants moyens dont il dispose pour donner une victoire à la fois à la Corée et à une intervention directe de l'armée russe. Il pouvait déjà, avant que la guerre éclate, prêter une aide efficace et délimitée aux forces de la Corée du Nord, au lieu de lui vendre un armement limité, comme Malik l'a déclaré à l'O.N.U. Il pouvait même, après le début des opérations, apporter une aide efficace et discrète qui aurait suffi pour rejeter les impérialistes à la mer. Ce n'est pas à nous à indiquer ici le contenu, les formes et les modalités de cette aide. Enfin, au lieu d'organiser l'envoi de télégrammes de protestation et autres conflits de carnaval au secrétaire de l'O.N.U. pour « arrêter » l'intervention impérialiste en Corée, comme le conseille aux militants du P.C.F. la très grande et très productive révolutionnaire Vermech, il pouvait organiser, à travers les différents partis communistes, un puissant mouvement de masse en Asie, en Europe et partout dans le monde pour le soutien efficace de la lutte réelle contre l'intervention des impérialistes.

Est-il vraiment si difficile que les ouvriers stalinien comprennent que le Kremlin a en réalité saboté la guerre de Corée pour empêcher que se développe encore davantage la révolution en Asie, pour que la révolution chinoise se progressé plus et pour que

ses propres rapports avec l'impérialisme évoluent vers le compromis!

En ce qui concerne le fait que la guerre serait inévitable en cas d'aide accordée aux Coréens, il suffit de rappeler l'effacement et la démolition qui régnait dans la bourgeoisie mondiale au début de la guerre de Corée.

L'impérialisme de l'impérialisme pour la guerre générale à l'étape actuelle a été précisément mise en évidence avec la guerre de Corée.

Quelques éditoriaux irresponsables aux Etats-Unis ont crié à la guerre immédiate, à la guerre préventive. Mais ce ne sont pas eux qui déterminent la politique de la classe dirigeante américaine. Les Johnson et les Matthews furent désavoués par Acheson comme il le fut par Marshall qui prépare cette la guerre, mais avec des vœux politiques permettant qu'elle soit gagnée. Pour cela, il faut encore du temps et même beaucoup de temps. Il faut amener les Etats-Unis, stabiliser l'Europe capitaliste, reprendre quelques positions en Asie.

Dans les conditions actuelles, déclarer immédiatement la guerre à l'U.R.S.S. signifierait courir au suicide et dans ce cas, l'U. R. S. S. ne devrait pas être effrayée d'une telle guerre provoquée par l'effacement et non pas par la puissance des impérialistes. A condition, certes, d'appeler l'attention et une politique révolutionnaire, ce qui n'est pas précisément le cas des dirigeants stalinien.

## LA COREE AUX COREENS

Sur le corps meurtri de la Corée; les impérialistes préparent « leur paix ». Leurs antagonismes céderont en définitive devant leur intérêt commun de soumettre le pays tout entier à leur domination et de réserver leur pression autour de la Chine et de l'U. R. S. S.

Pour arriver à leurs fins, ils se serviront de l'O.N.U. qui apparaît à nouveau, à la lumière des flammes de la guerre de Corée, comme une couverture pour les pires actes de brigandages des impérialistes et comme un terrain de rencontre pour leurs marchandages avec la bureaucratie soviétique.

Cette réalité du rôle cynique joué par l'O.N.U. contraste singulièrement avec l'idéalisme que les délégués yougoslaves en font lorsqu'ils visent à améliorer la « technique » des Nations Unies pour définir « l'agresseur », régler « pacifiquement » les conflits, etc. Il en résulte que leurs interventions perdent toute valeur pour le prolétariat mondial et les masses coloniales.

Les ouvriers révolutionnaires et les masses opprimées des pays coloniaux demandent aux représentants de la Yougoslavie prolétarienne d'élever une puissante protestation contre les projets impérialistes en Corée, de proposer à leur maintien en Corée, de proclamer le droit de la Corée à reconstituer son unité et à s'administrer en toute indépendance.

Retrait du corps expéditionnaire. Elections libres dans toute la Corée pour une Assemblée Constituante.

Michel PABLO.

CEUX QUI ONT VU LA VÉRITÉ EN YOUGOSLAVIE LA DISENT :

# OU c'est un état où se construit le socialisme c'est la dictature du prolétariat

Par milliers, des travailleurs de toutes opinions sont allés cet été en Yougoslavie. Originaires de tous les pays, ils ont vu de près la réalité yougoslave. Leur témoignage est unanime: la Yougoslavie n'est pas un pays fasciste, le pouvoir des capitalistes et celui des gros propriétaires fonciers a été détruit. La presse stalinienne a pu faire entendre quelques notes discordantes à l'aide de rares témoignages plus ou moins douteux. Mais plusieurs milliers de vœux unanimes ont dit le contraire. Les calomnieux en sont encore une fois pour leurs frais.

Le reportage de plusieurs brigadistes membres du P.C.I. et la résolution adoptée par une délégation ouvrière que nous publions dans cette page révèlent qu'à la différence de ce qui se passe en U.R.S.S., c'est la classe ouvrière elle-même qui exerce le pouvoir en Yougoslavie. Des déformations bureaucratiques subsistent encore dans ce pays, mais elles sont combattues avec persévérance par le P.C.Y. En Yougoslavie, la dictature du prolétariat est une réalité vivante.

## Un reportage de "LA VÉRITÉ"

### Ce que des brigadistes du P.C.I. ont vu et entendu ...

#### ETAT POLICIER ?

Il suffit de se promener quelques heures dans une grande ville yougoslave pour comprendre que les récits rocambolesques de la presse réactionnaire et stalinienne au sujet du régime policier yougoslave sont faux. Régime policier? A Belgrade, nous avons vu un conducteur d'une charrette se disputer au milieu de la rue avec l'agent de la milice qui le houspillait pour infractions aux règlements de la circulation. Le conducteur en question n'avait nullement l'air intimidé devant le « druze » (camarade) policier, — comme n'avait pas l'air intimidé non plus un des innombrables gavroches belgradois qui, comme tout le monde, interpellait l'agent de circulation du nom de camarade...

#### OU DICTATURE BUREAUCRATIQUE ?

Mais peut-être s'agit-il d'une dictature « bureaucratique »? Que nous avons interrogé les ouvriers de Rado Koutchar à Zagreb, d'Ivo Lola Ribar à Belgrade au sujet du pouvoir du directeur d'usine, ils portaient d'un bon éclat de rire. « Ce pauvre type », nous disait un membre du Comité d'entreprise de l'usine de machines-outils Ivo Lola Ribar, « il gagne la moitié d'un salaire d'ouvrier hautement qualifié. » Il est vrai que souvent s'ajoute à ce salaire une prime de fin d'année assez considérable, si l'usine dépasse les objectifs fixés par le plan. Mais répartie sur les douze mois de l'année, même cette prime est loin encore de

combler la différence de revenu entre le directeur et le P3.

#### A LA RECHERCHE DU CAPITALISME

Alors, c'est toujours le capitalisme qui règne en Yougoslavie, comme disent les uns, ou bien les impérialistes américains, s'appuyant sur les koulaks, y ont-ils encore le pouvoir, comme le dit la presse kominformiste? Les capitalistes, il faut les chercher à la loupe pour en décou-

vrir et d'aujourd'hui, contre les résidus des anciennes classes possédantes, contre les koulaks et contre les velléités autoritaires de certains fonctionnaires. Cet Etat est un ETAT OUVRIER, s'engageant résolument sur la voie de la DEMOCRATIE SOCIALISTE.

Cette lutte contre les déformations bureaucratiques, nous en avons constaté de nombreuses manifestations, dans les usines comme dans l'appareil étatique, dans la presse comme



Brigades et militants de la J.P.Y. se retrouvent dans une même conférence

retrouvent dans une même conférence dans la vie de tous les jours. Les nouveaux Comités d'entreprise et Comités d'administration, démocratiquement élus par les travailleurs, prennent en main le contrôle ouvrier sur la production à tous les échelons de l'activité de l'entreprise, et préparent pour l'année prochaine le contrôle ouvrier sur les branches d'industrie

#### L'ASSOCIATION DES JEUNES DES BRIGADES SE CONSTITUE

L'Association des Jeunes des Brigades en Yougoslavie nous communique: « Plus de 1500 jeunes de France se sont rendus cette année en Yougoslavie, en brigades de travail, dans l'intention d'enquêter sur la situation réelle dans ce pays et d'informer l'opinion publique française des résultats de leur mission.

Les 17 brigades françaises étant maintenant revenues de Yougoslavie, leurs représentants élus se sont réunis le 24 septembre en Conférence Nationale, 55 délégués représentants et suppléants y ont participé, venant de la Région Parisienne, du Nord, de la Bretagne, de l'Alsace, de la Meurthe-et-Moselle, de l'Hérault, de l'Ardeche, de Clermont-Ferrand, Marseille, Toulouse et Poitiers.

Après avoir entendu les divers rapports sur la campagne pour l'envoi des brigades sur le territoire de celle-ci en Yougoslavie, sur l'orientation, ils ont décidé à l'unanimité de fonder une Association des Jeunes des Brigades en Yougoslavie.

Dans la résolution adoptée à l'unanimité ont également réunies les constatations faites par l'ensemble des jeunes des brigades au cours de leur séjour en Yougoslavie.

La Conférence a étudié également les mesures à prendre pour faire savoir le plus largement possible autour d'eux ce qu'ils ont vu et entendu en Yougoslavie, en opposant le témoignage collectif de 1500 jeunes progressistes français de toutes tendances, réunis dans leur recherche de la vérité, aux informations partiales ou incomplètes souvent publiées par la presse.

L'Association des Jeunes des Brigades en Yougoslavie, indépendante de tout gouvernement et de toute organisation politique, rassemble démocratiquement l'ensemble des jeunes des brigades françaises en Yougoslavie. Son Bureau National élu est donc seul habilité à parler en leur nom collectif.

Nous sommes heureux de saluer ici la fondation de l'Association des Jeunes des Brigades en Yougoslavie. Paris nombreux cet été en Yougoslavie dans la ferme intention de chercher la vérité sur ce pays et de la dire, les jeunes ouvriers et étudiants des Brigades éprouvent le besoin de s'organiser pour agir. Face aux attaques calomnieuses et doubles de la presse stalinienne et bourgeoise contre la Yougoslavie révolutionnaire, ils auront à cœur de monter à tout le mouvement ouvrier français le vrai visage de celle-ci. D'opinions et de tendances très différentes, ils ont à confronter leurs jugements dans une organisation démocratique pour pouvoir s'exprimer dans une campagne victorieuse. L'Association des Jeunes des Brigades en Yougoslavie est bien partie pour réaliser cette tâche.

#### CONTRE LES KOULAKS ET LES SPECULATEURS

Quant aux koulaks et aux spéculateurs, ils existent effectivement, et leur poids dans l'agriculture est énorme, comme ce fut le cas en Russie soviétique entre 1923 et 1927. Profitant de la sécheresse qui s'est abattue cette année sur la Yougoslavie et qui a créé pénurie de certains vivres, ils se sont efforcés de stocker le blé, ils ont refusé de remplir les quotas de livraisons obligatoires fixés par l'Etat, ils ont même quelquefois conduit les paysans pauvres à abattre leur bétail plutôt que de leur livrer le foin.

Mais ces koulaks et spéculateurs ne sont point « au pouvoir » dans la République Fédérative Populaire Yougoslave. L'Etat combat leurs agissements et défend les intérêts de la population laborieuse. Dans les grandes usines, des domaines agricoles étatiques sont mis à la disposition des travailleurs et garantis, sous l'administration des Comités d'entreprise, un ravitaillement privilégié aux ouvriers industriels. Dans les quartiers populaires, les Comités populaires interviennent pour faire baisser les prix sur le marché libre paysan, en facilitant aux coopératives agricoles l'ouverture de magasins coopératifs, comme dans le 7<sup>e</sup> arrondissement de Belgrade, où la hausse fut ainsi enrayerée avec succès. Et si les affaires interviennent les manœuvres criminelles, une juste répression n'abat sur eux.

#### UN ETAT OUVRIER

Voilà donc qu'en Yougoslavie, il y a encore un Etat, avec un gouvernement, une police et même des prisons. Mais cet Etat ne persécute pas les ouvriers grévistes, ni ceux qui osent critiquer le camarade Staline, ni ceux qui défendent les intérêts des travailleurs face aux bureaucraties. Non, cet Etat défend les intérêts des travailleurs contre les exploitateurs

## LA MAIN DANS LE SAC

L'Humanité du 22 septembre publie, sous la signature de deux jeunes ouvriers de chez Renault ayant séjourné en Yougoslavie, une lettre contenant un certain nombre de contre-vérités flagrantes. Maurice Armand, dans un communiqué, a ajouté encore quelques bons messages et révélé que les jeunes qui sont allés en Yougoslavie se laissent en

général pour ne pas avoir à dire qu'ils ont vu un pays fasciste.

On lira ci-dessous la lettre d'un de ces deux jeunes ouvriers qui, malgré ce qu'on lui a fait dire, est loin d'être persuadé d'avoir vu un pays fasciste en Yougoslavie. M. Armand est pris la main dans le sac.

A DANIEL RENARD

commandant de la brigade Renault

Je soussigné, Bellour Pierre, déclare que:

1° L'article intitulé « Voilà ce qu'est le régime de Tito, un régime de police », paru dans l'« Humanité » du 22 septembre 1950, n'a pas été écrit par moi, bien que l'ayant signé.

2° Que le sens de cet article déforme ma pensée dans la mesure où il affirme que le régime yougoslave est un régime fasciste alors que, pour moi, il n'est ni fasciste ni socialiste.

3° Que je n'ai jamais dit avoir été entraîné par une propagande mensongère.

4° Que je ne suis pas du tout sûr que les intérêts dans ces camps ne soient pas des bourgeois, étant donné que je n'ai pas visité ces camps.

5° Qu'aucune propagande n'a été faite pour nous imposer une opinion « a priori ».

## Une délégation ouvrière témoigne

LE 4 août 1950 est partie en Yougoslavie une délégation ouvrière française. Cette délégation était composée d'ouvriers, d'employés, d'enseignants qui avaient été mandatés par un certain nombre de leurs camarades pour rapporter la vérité sur la lutte du peuple yougoslave. Dans cette délégation se trouvaient des militants comme Renard, Blondeau, Dherbecourt, ouvriers à la S.N.E.C.M.A.; Lescomte, ouvrier chez Siruguez; Sherez, Ducimetière, Clausy,

Rosillon, ouvriers chez Sauer; les instituteurs Péaud et Jean Lambert, etc., etc.

Après deux et trois semaines de visite, les 24 camarades de cette délégation qui se sont bien souvent distingués, seuls, dans les usines et les chantiers yougoslaves, ont rapporté les premiers résultats de leurs investigations.

Nous donnons, pour information, à nos lecteurs le texte d'une résolution adoptée par ces camarades.

1° A délégation ouvrière française qui a séjourné en Yougoslavie dans la région de Rieka-Opattija et de Zagreb du 6 au 18 août 1950, a décidé de faire connaître le résultat de ses observations qu'elle a pu faire.

1° La Yougoslavie n'est pas un pays fasciste.

Contrairement aux allégations mensongères du Kominform, nulle part les membres de la délégation n'ont trouvé une atmosphère qui rappelle de près, ou de loin, l'atmosphère des pays fascistes.

En particulier la délégation, au cours de la visite des deux entreprises métallurgiques à Rieka et à Zagreb, a pu librement discuter seul à seul avec les ouvriers les moyens de production qu'ils exprimaient, dans l'ensemble, leur point de vue sur tous les sujets; que, d'autre part, le rythme du travail est tout à fait normal, compte tenu de la qualification professionnelle généralement très limitée des ouvriers yougoslaves; qu'enfin, les rapports entre ouvriers et cadres (directeur, ingénieurs) étaient extrêmement cordiaux.

Loin de trouver en Yougoslavie, comme l'affirment les kominformistes, un pays fasciste, la délégation ouvrière française y a trouvé un pays où le régime capitaliste a été aboli, et qui construit un régime socialiste au milieu des pires difficultés.

Le caractère socialiste du régime est apparu particulièrement:

a) dans la suppression de la propriété privée des moyens de production industrielle, de la plus grande partie de la propriété bâtie (hôtels...), des moyens de transports;

b) dans l'existence de Comités populaires, organes de l'Etat yougoslave;

c) dans le fonctionnement autonome de différentes républiques, gage de la nature réellement fédérative de l'Etat yougoslave;

d) dans le développement librement consenti des collectivités agricoles avec le soutien actif de l'Etat yougoslave;

e) dans l'échelle des salaires qui favorise les ouvriers productifs aux dépens des autres éléments de la population (direction, cadres, fonctionnaires, responsables politiques et syndicaux...);

f) dans la gestion des entreprises où les conseils ouvriers en voie d'installation et le syndicat jouent un rôle important de contrôle (établissement des normes, salaires et conditions de travail, gestion des œuvres sociales, etc.);

g) dans l'accent mis sur le développement des œuvres sociales (cantine coopératives, habitations ouvrières, crèches, maisons de repos...);

h) dans le souci de permettre le libre épanouissement des minorités nationales (cas de la minorité italienne de Rieka qui possède ses écoles, ses clubs, ses journaux...).

2° La délégation a pu constater dans la vie quotidienne du peuple yougoslave de énormes difficultés qu'il rencontre.

Compte tenu de l'état arriéré de la Yougoslavie à la veille de la dernière guerre, de très lourdes pertes humaines et matérielles qu'elle a subies pendant la guerre, des effets dramatiques du blocus économique dont la Yougoslavie est victime de la part des pays voisins satellites de l'Union Soviétique, et également des besoins croissants de la population en liaison avec son émancipation, la délégation a pu constater d'abord les grandes difficultés de ravitaillement et d'habillement dans le pays; absence de certains produits, rareté de certains autres, prix élevé du marché libre. L'existence de facilités certaines pour les ouvriers leur permet de se nourrir modestement, mais en souffrant de la vie quotidienne. Ce n'est pas le ravitaillement de la population non directement liée à la production, et ne bénéficiant pas d'avantages spéciaux.

De même, le pays souffre de grandes difficultés dans son équipement industriel: manque de matériel, manque en matières premières et de l'équipement en machines-outils, faiblesse numérique du prolétariat industriel qui a sa conséquence sur le niveau de compréhension politique des masses yougoslaves en général.

Malgré ces énormes difficultés d'existence dont les ouvriers se plaignent parfois ouvertement, la grande majorité du prolétariat yougoslave accomplit un effort courageux pour atteindre les objectifs du plan et affirme sa conviction que ces difficultés disparaîtront dans l'avenir, grâce à son travail: « Il n'y a pas d'autre solution pour nous, que de travailler beaucoup », répètent fréquemment les ouvriers yougoslaves, « ça ira mieux bientôt ».

3° La délégation française a été frappée par la complexité et le lourdeur de l'organisation yougoslave due à une certaine pléthore bureaucratique. Elle a constaté, également, une certaine insuffisance de vie politique et de discussion dans les organismes politiques et syndicaux de base.

Enfin, elle a rencontré une assez générale incompréhension du problème ouvrier international et de son importance pour l'évolution de la Yougoslavie, vers le socialisme: beaucoup de militants syndicaux et politiques sont uniquement orientés vers la réalisation des tâches intérieures et persuadés que la Yougoslavie seule peut vaincre les ennemis.

Néanmoins, la délégation a constaté une certaine tendance de la part des dirigeants yougoslaves qui, en toutes circonstances ont loyalement accepté la discussion sur toutes les idées émises par les membres de la délégation, à l'exception de certains de ces faiblesse: lutte contre la bureaucratie en particulier par la diminution du nombre des fonctionnaires syndicaux et politiques, mise en discussion du problème des liaisons du mouvement ouvrier yougoslave et des mouvements révolutionnaires authentiques en France et dans le reste du monde.

C'est dans cette voie, et dans cette voie seulement que la délégation française pense que se trouve le salut pour la Yougoslavie: l'isolement lui serait mortel. Au contraire, si les masses yougoslaves se sentent de plus en plus les éléments réels de la direction de l'Etat et si elles savent se souder au mouvement révolutionnaire prolétarien à l'échelle internationale, la Yougoslavie pourra progresser dans la voie du socialisme et affermir sa position face à l'impérialisme et face au Kominform.

Paris, le 27 septembre 1950.  
Signé: BELLOUR Pierre.